



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service prévention des risques techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE modifiant les dispositions relatives à la règle minimale des 10 m en périphérie du périmètre d'autorisation de la carrière de pierre de taille exploitée par la société SAPEDE SARL, située au lieu-dit « Les Boissières » sur le territoire de la commune de Crillon-le-Brave (84 410)

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le Code de l'Environnement, notamment le titre Ier du livre V, et ses articles R. 181-49, R. 181-46 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières modifié, notamment ses articles 14.1 et 14.3 ;
- VU** le schéma régional des carrières de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur approuvé par arrêté du 13 mai 2024 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SI-2010-09-13-0030-DDPP en date du 13 septembre 2010 portant autorisation à Monsieur Robert SAPEDE d'exploiter une carrière de pierre de taille au lieu-dit « Les Boissières » à Crillon le Brave ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2016 portant sur les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société SAPEDE SARL, situées sur le territoire de la commune de Crillon-le-Brave (84) et autorisant le changement d'exploitant ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le dossier de demande d'autorisation du 22 octobre 2009, présenté par l'entreprise Robert SAPEDE en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploiter sa carrière située au lieu-dit « Les Boissières » sur la commune de Crillon le Brave ;

- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 mars 2023 relatif à l'inspection réalisée le 9 février 2023 ;
- VU** le rapport n° Vjt2023-11-467-G5 du 12 mars 2025 de la société « Géotechnique », transmis par l'exploitant à l'inspection par mail du 18 mars 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 avril 2025 relatif à l'inspection réalisée le 19 mars 2025 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été transmis ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé dispose que :

- d'une part, les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques (article 14.1) ;
- d'autre part, le préfet peut, sur proposition de l'inspection des installations classées et après avoir éventuellement consulté les autres administrations intéressées, atténuer ou renforcer les obligations résultant des articles 14-1 et 14-2 ci-dessus (article 14.3) ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral d'autorisation n° SI-2010-09-13-0030-DDPP en date du 13 septembre 2010 dispose :

- dans son article 1.2. que « l'exploitation porte sur la parcelle AK 209 d'une superficie de 6 490 m², la surface en extraction étant d'environ 4 000 m² » ;
- dans son article 7.6 que « le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale du périmètre d'exploitation telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres » ;

CONSIDÉRANT que la déduction d'une bande de 10 mètres sur l'ensemble de la périphérie de la parcelle AK 209 conduit à une surface exploitable de 3 360 m² environ et non de 4 000 m² ;

CONSIDÉRANT alors que les données relatives aux surfaces, mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation (DDAE) du 22 octobre 2009, semblent inclure un délaissé de 5 mètres en limite nord ;

CONSIDÉRANT que ni l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 septembre 2010, ni le dossier de demande d'autorisation du 22 octobre 2009 ne comprennent de demande de dérogation à la bande minimale de 10 mètres en périphérie du périmètre d'autorisation, en application de l'article 14.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'afin de compléter les données mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation du 22 octobre 2009, l'inspection a demandé à l'exploitant, dans son rapport d'inspection du 07 mars 2023, de faire réaliser une étude géotechnique se positionnant sur la stabilité des terrains le long de la limite nord du site ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a précisé que l'étude précitée doit définir la largeur minimale du délaissé nécessaire en limite de site pour assurer la stabilité des terrains au regard d'une part, de la topographie et de la nature des terrains adjacents et, d'autre part, des côtes de fond de fouille qui seront atteintes au terme des opérations d'extraction ;

CONSIDÉRANT que le rapport n°Vjt2023-11-467 – G5 du 12 mars 2025 de la société « Géotechnique » conclut que « à la vue de l'ensemble des observations faites sur le site et des données acquises à ce jour, le front rocheux présent en partie Nord du site ne met actuellement en avant aucun signe d'instabilité » et propose des recommandations à court et long terme afin de garder un délaissé minimal de 5 mètres le long de la limite nord de la parcelle AK 209 ;

CONSIDÉRANT que ces éléments viennent compléter les données mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation du 22 octobre 2009 ;

CONSIDÉRANT que ces éléments permettent de juger recevable une dérogation à la bande des 10 mètres en partie nord du site et n'impliquent pas de nuisances supplémentaires ;

CONSIDÉRANT que cette modification n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients « significatifs » pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ni à avoir d'incidences négatives notables sur l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, ces modifications sont non substantielles et ainsi ne nécessitent pas le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation avec enquête publique ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'arrêté préfectoral n° SI-2010-09-13-0030-DDPP en date du 13 septembre 2010 complété doivent être modifiées ou complétées pour prendre en compte l'impact de ces modifications sur ses dispositions et prescriptions.

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - Champ d'application

La société SAPEDE SARL, ci-après nommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 1051 Chemin des carrières de pierre sur le territoire de la commune de Crillon-le-Brave (84 410), est tenue, pour sa carrière, implantée au lieu-dit « Les Boissières » sur le territoire de la commune de Crillon-le-Brave (84410), de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

ARTICLE 2 - Modification de l'article 7.6. de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2010

Les dispositions de l'article 7.6. de l'arrêté n° SI-2010-09-13-0030-DDPP en date du 13 septembre 2010 sont remplacées par les suivantes :

« L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace, et le danger est signalé par des pancartes.

Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale du périmètre d'exploitation telle que la stabilité des terrains avoisinant ne soit pas compromise, avec :

- un minimum de 5 mètres le long de la limite nord de la parcelle AK 209, conformément au plan en annexe 1 du présent arrêté ;
- un minimum de 10 mètres, partout ailleurs.

Ces distances prennent en compte la hauteur des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Concernant la zone où le délaissé minimal est inférieur à 10 mètres, un suivi visuel régulier des fronts de tailles et un entretien de la végétation présente en tête doivent être réalisés. Si des instabilités et/ou des fractures apparaissent, l'exploitant doit en avertir immédiatement l'inspection des installations classées et prendre les dispositions qui s'avéreront nécessaires, avec l'appui préalable d'un géotechnicien, telles que les mesures suivantes :

- À court terme :
 - interdiction d'accès aux zones adjacentes, en tête et pied de talus ;
 - Purges des éléments instables ;
 - Détournement des eaux en crête ;
 - Proscrire les chargements même provisoires à proximité des crêtes des talus.
- À long terme :
 - Mise en place de filets cloués. »

ARTICLE 3 - Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Crillon-le-Brave et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Crillon-le-Brave pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Crillon-le-Brave.

L'arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant quatre mois minimum.

ARTICLE 4 - Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement".

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 5 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Carpentras, le maire de Crillon-le-Brave, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Vaucluse, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le

10 JUIN 2025

La secrétaire générale

Sabine ROUSSELY

ANNEXE 1

